

UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR LE MOUVEMENT AZAWED

Les Touaregs déclarent la guerre à Al-Qaïda

Les Touaregs du Nord Mali sont aujourd'hui décidés à déloger par la force les phalanges d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui se sont installées ces dernières années sur leur territoire.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
- Le Mouvement national de libération de l'Azawad est sur le pied de guerre. L'organisation

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE TUNISIENNE

Ennahda première force politique

La formation de Rached Ghannouchi entre en force dans la nouvelle Assemblée constituante. Ennahda, parti politique qui affiche ouvertement son appartenance à la mouvance islamique, a décroché 41% des suffrages exprimés lors du scrutin du 23 octobre, soit 90 sièges sur les 217 que compte cette assemblée. Il est suivi par le Congrès pour la République (30 sièges), le Forum démocratique pour le travail et la liberté (21 sièges), la Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement (19 sièges) et le Parti démocratique progressiste (17 sièges).

Les partis de gauche parviennent à décrocher un total de 73 sièges. Mais la grande surprise de cette élection est sans aucun doute le résultat obtenu par la Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement, une formation politique dirigée à partir de Londres par l'homme d'affaires Hechmi Haamdi. Accusé d'entretenir des relations avec l'ancien président déchu, Zine El Abidine Ben Ali, Hechmi Haamdi s'est vu rejeter 6 listes électorales. Une situation qui a créé une vive tension à Sidi Bouzid, ville de l'intérieur du pays où a pris forme la révolution tunisienne. Jeudi, suite au rejet de ces listes, Hechmi Haamdi aurait envisagé de se retirer totalement de cette élection.

Pour ce qui est d'Ennahda, le parti islamiste devrait nommer son numéro 2, Hamadi Jebali, 62 ans, à la tête du nouvel exécutif. Quant à Rached Ghannouchi, il a réaffirmé, hier, sa volonté d'instaurer «un régime démocratique». «La démocratie, c'est pour tout le monde, nos cœurs sont ouverts à tout le monde, on demande à tous nos frères quelles que soient leurs orientations politiques de participer à l'écriture de la Constitution et l'instauration d'un régime démocratique», a déclaré le leader d'Ennahda lors d'une conférence de presse.

T. H.

politique créée récemment par les Touaregs du Nord Mali se prépare à chasser les terroristes d'Aqmi des régions de Kidal, Gao et Tombouctou.

Selon Hama Ag Sid-Ahmed, porte-parole du bureau politique du MNLA, l'offensive sera lancée dans un avenir «très proche». «Les chefs du groupe terroriste vont vite se rendre compte du retour des Touaregs.

Une fois délogés de ces espaces, les terroristes finiront par partir.

Les premières opérations militaires se dérouleront dans un avenir très proche», déclare-t-il. En fait, la réalité sur le terrain a totalement changé ces derniers mois. «La situation dans le Sahel s'est totalement modifiée.

Les Touaregs se sont adaptés en créant le MNLA. Une dynamique nouvelle a pris forme sur le plan militaire grâce à l'apport de militaires touaregs qui étaient dans les armées libyenne et malienne. Ils sont venus renforcer les troupes de feu



Photos : DR

Ibrahim Ag Bahanga. Aujourd'hui, nous sommes tous prêts à mener cette lutte pour reprendre nos territoires.»

Hama Ag Sid-Ahmed estime que cette lutte devra être menée conjointement contre Aqmi et l'armée malienne. Le porte-parole de l'instance politique n'hésite pas à évoquer des «connivences» entre les deux parties.

«Les terroristes se sont installés sur un territoire que Bamako revendique comme faisant partie de l'Etat malien.

Aujourd'hui, il n'est plus question de se poser la question de savoir si le gouvernement central sait ou ne sait pas ce que font les terroristes dans cette région. Il y a une connivence certaine entre ces deux par-

ties. Aujourd'hui, pour les Touaregs, l'Etat et l'Aqmi, c'est du pareil au même. Bamako joue à un double jeu, tout le monde en est conscient.» Il confirme, par ailleurs, avoir constaté une arrivée massive d'armes depuis le déclenchement de la guerre en Libye.

A ce propos, une des décisions prises par les dirigeants du MNLA est d'éviter que ces armes ne finissent entre les mains d'Aqmi.

«Actuellement, les Libyens ne parviennent pas à contrôler la circulation massive d'armes dans la région du Sahel. Aujourd'hui, il suffit juste d'avoir les moyens de transport pour constituer un stock. Pour notre part, nous faisons en sorte de contenir la situation.

Les armes qui circulent dans la région seront récupérées par notre mouvement politique et ne doivent en aucun cas finir entre les mains d'Aqmi.

Nous sommes conscients de la difficulté d'une telle action, mais il est de notre responsabilité d'agir dans ce sens», assure Hama Ag Sid-Ahmed.

T. H.

HAMA AG SID-AHMED, PORTE-PAROLE DU BUREAU POLITIQUE DU MNLA :

«Le président malien n'est pas prêt à dialoguer»

Le Soir d'Algérie : La rébellion touareg dans le Nord Mali a procédé à une totale réorganisation en créant le Mouvement national de libération de l'Azawad. Pourquoi avoir opté pour une nouvelle structure politique ?

Hama Ag Sid-Ahmed : Pour mettre un terme au statu quo que subit depuis des années la communauté touareg du Nord Mali. L'Etat malien a fait des promesses qu'il n'a jamais respectées.

Avant son décès, feu Ibrahim Ag Bahanga voulait lancer une nouvelle dynamique en rassemblant l'ensemble des membres de la communauté sous une seule bannière. Il avait compris que la situation avait totalement changé. Il y a une nouvelle génération de jeunes Touaregs, qui forment une véritable élite, et qui a récemment créé le Mouvement national des Azaweds.

Puis il y a eu les événements en Libye. Nous avons suivi cela de très près car cela concerne directement la région. Ibrahim Ag Bahanga, au début du mois d'août, avait pris contact avec des officiers touaregs qui étaient dans l'armée libyenne afin qu'ils se désolidarisent du Guide libyen. Ils nous ont effectivement rejoints.

Donc la nouvelle organisation rassemble les jeunes membres du Mouvement national des

Azaweds, les officiers touaregs venus de Libye, les militaires déserteurs de l'armée malienne et, bien sûr, les combattants qui étaient sous le commandement de Ibrahim Ag Bahanga. Toutes les parties se sont rencontrées sur le terrain du 7 au 15 octobre.

L'objectif premier était de sceller une unité. C'est primordial pour parvenir à créer une nouvelle organisation politique et militaire pour faire face au contexte actuel.

La nouvelle organisation s'est dotée d'un état-major opérationnel et d'un bureau politique. L'objectif est de récupérer progressivement les territoires occupés par l'Etat malien et les terroristes.

Quelles sont les missions du bureau politique et de l'état-major opérationnel ?

La structure politique décide s'il faut reprendre les hostilités ou non. Actuellement, avec l'Etat malien, nous estimons que le dialogue est ouvert puisque des revendications ont été transmises depuis quelques semaines. Mais s'il n'y a pas de réponse, nous ferons réagir Bamako à travers des opérations militaires. Bien sûr, toute stratégie doit prendre en compte l'environnement régional et international.

Il y a une volonté unanime de faire réagir et d'avancer sur le terrain. Mais je ne pense pas



Hama Ag Sid-Ahmed.

que Bamako ait une réponse dans l'immédiat.

Amadou Toumani Touré n'est pas prêt à dialoguer ?

C'est certain. Aucun des accords signés n'a été respecté sur le terrain. Pour Amadou Toumani Touré, l'objectif de ces accords n'était pas de les appliquer mais de gagner du temps. ATT est arrivé au bout de son mandat, pourquoi changerait-il aujourd'hui ? Le président malien n'est pas prêt à dialoguer. Il y a un fort risque de reprise des actions militaires.

Qu'en est-il de l'accord signé à Alger ? Est-ce que vous êtes encore prêt à le respecter ?

Pour la nouvelle organisation, il n'est plus question de respecter ces accords. Il s'agit d'une nouvelle organisation avec des structures nouvelles et une stratégie militaire différente. La situation a totalement changé dans la région. Une nouvelle dynamique s'est instaurée avec l'arrivée d'une élite jeune et fermement décidée à aller de l'avant. Il y a eu trop d'échec sur la paix. Les jeunes ont compris que tous ceux qui ont accepté le compromis ont été dupés. Même les notables, qui montraient une certaine réticence, en sont arrivés à la même conclusion.

Quelle est la situation des Touaregs en Libye ?

Il y a une majorité de Touaregs qui a soutenu Mouammar Kadhafi. Une minorité, par contre, s'est engagée dans la rébellion au niveau de Djebel Nefoussa, à Benghazi et dans le Sud libyen.

Mais même ceux qui étaient avec Kadhafi savaient qu'il n'avait absolument rien fait pour la communauté touareg.

Aujourd'hui, pour eux, la chute du Guide est une épine en moins. Ils estiment qu'il y a moins de pression politique et moins d'achat de conscience des gens. N'oublions pas que Kadhafi a été l'allié principal d'ATT afin que les Touaregs ne revendiquent rien.

Entretien réalisé par T. H.